



## CHAPITRE 140

## CHAPTER 140

Loi concernant la succession Arthur Yale

An Act respecting the estate of Arthur Yale

[Sanctionnée le 19 décembre 1951]

[Assented to, the 19th of December, 1951]

Préambule.

**A**TTENDU que dame Claire Yale, bourgeoise, veuve de Hormidas Lacourse, en son vivant mécanicien, domiciliée à Montréal, et Marc Vermette, notaire, domicilié à St-Janvier, tous deux exécuteurs testamentaires de Arthur Yale, en son vivant de Montréal, ont, par leur pétition, représenté:

Que ledit Arthur Yale est décédé à Montréal, le 6 mars 1917, laissant un testament olographe vérifié le 13 mars 1917, par la Cour supérieure de Montréal;

Que ce testament créait une substitution en faveur de ses petits-enfants;

Que d'après l'article 6 dudit testament, advenant la mort de l'un de ses exécuteurs testamentaires, le survivant est autorisé à le remplacer par une autre personne de son choix;

Qu'à l'article 9, les exécuteurs testamentaires ont le droit de vendre tout ou partie des immeubles, si elles le jugent au meilleur intérêt de la succession, pourvu que le montant soit placé sur d'autres immeubles de la même valeur seulement même si ces ventes auraient lieu en vertu d'une assemblée de famille tel que prévu par la loi; et le testament ajoute: "Je veux que le placement des

**W**HEREAS Dame Claire Yale, widow of Hormidas Lacourse, in his lifetime mechanic, domiciled at Montreal, and Marc Vermette, notary, domiciled at St Janvier, both testamentary executors of Arthur Yale, in his lifetime of Montreal, have, by their petition, represented:

That the said Arthur Yale died at Montreal, the 6th of March 1917, leaving a holograph will probated the 13th of March 1917, by the Superior Court of Montreal;

That such will created a substitution in favour of his grandchildren;

That by section 6 of the said will, in the event of the death of one of the testamentary executors, the survivor is authorized to replace him by another person of his choice;

That in section 9, the testamentary executors are empowered to sell all or part of the immoveables, if they deem it in the best interests of the estate, provided the amount be invested in other immoveables of the same value only, even if such sales should take place in virtue of a family council as provided by law; and the will adds: "I wish that the investment of the

argents de ces ventes soit appliqué sur une propriété de la même valeur seulement pour ne laisser sur cette nouvelle propriété aucune obligation qui pourrait porter intérêt”;

Que cet article est ambigu, difficile d'application et de nature à inspirer certaines craintes aux acheteurs éventuels de ces biens immeubles;

Qu'en date du 26 juillet 1951, un certain René Lafleur, de Montréal, a offert à la succession, par l'intermédiaire d'un des exécuteurs testamentaires, d'acheter certains biens immobiliers au prix de quarante-sept mille dollars mais sous la condition expresse que la vente ait été au préalable autorisée par une loi de la Législature de la province de Québec;

Qu'il est équitable et dans l'intérêt des légataires et héritiers d'obtenir les fins de la présente loi, tant pour le présent que pour l'avenir;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à cette demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Vente  
autorisée.

**1.** Les pétitionnaires sont autorisés à vendre tout ou partie des biens immobiliers de cette succession et à en donner quittance à toutes fins que de droit, à la seule condition que le prix en soit placé suivant les articles 9810 et suivants du Code civil.

Accepta-  
tion va-  
lidée.

**2.** L'acceptation par les pétitionnaires de l'option en date du 26 juillet 1951 de René Lafleur, au prix de quarante-sept mille dollars, pour l'acquisition, par celui-ci, de l'immeuble sis au coin de l'avenue Appleton et du chemin de la Côte des Neiges, à Montréal, avec les constructions, circonstances et dépendances, est validée et déclarée légale. Annexe "A".)

moneys from such sales be made in a property of the same value only in order that such new property be not left subject to any obligation which might bear interest”;

That the said section is ambiguous, difficult of application and of a nature to inspire certain fears on the part of eventual purchasers of such immoveable properties;

That on the 26th of July 1951, a certain René Lafleur, of Montreal, made an offer to the estate, through one of the testamentary executors, to purchase certain immoveable property for a price of forty-seven thousands dollars but on the express condition that the sale be first authorized by an act of the Legislature of the Province of Quebec;

That it is equitable and in the interest of the legatees and heirs to achieve the purposes of this act, both for the present and for the future;

Whereas it is expedient to grant such prayer;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** The petitioners are authorized to sell all or part of the immovable property of such estate and to give a receipt for the same for all legal purposes, on the sole condition that the price thereof be invested pursuant to articles 9810 and following of the Civil Code. Sale au-  
thorized.

**2.** The acceptance by the petitioners of the option of René Lafleur, dated the 26th of July, 1951, at the price of forty-seven thousand dollars for the acquisition by the latter of the immoveable situated at the corner of Appleton avenue and Côte des Neiges Road, in Montreal, with buildings, appurtenances and dependencies, is validated and declared legal. (Schedule "A"). Accept-  
ance vali-  
dated.

Déboursés, etc.

**3.** Les déboursés et honoraires exposés pour l'adoption de la présente loi seront payés par les exécuteurs testamentaires à même les biens de la succession.

**3.** The disbursements and fees incurred for the passing of this act shall be paid by the testamentary executors out of the property of the estate. Disbursements, etc.

Entrée en vigueur.

**4.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

**4.** This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.

## ANNEXE "A"

Montréal, le 26 juillet 1951

Succession Arthur Yale.  
a/s de Notaire J. M. Vermette.  
Montréal.

Par les présentes, je vous offre d'acheter la propriété que la succession possède au coin des Avenues Appleton et du Chemin de la Côte des Neiges avec toutes les bâtisses dessus construites sans aucune exception ni réserve, pour le prix de quarante-sept mille dollars (\$47,000.00) que je paierai comptant à la signature de l'acte de vente.

Cette vente sera soumise aux conditions suivantes:

Les ajustements de toute sorte se feront à compter de la signature de l'acte de vente.

La propriété devra être claire de toute dette et hypothèque et les taxes payées à date.

La présente vente devra être autorisée par la Législature de Québec, lors de sa prochaine session, qui s'ouvrira cet automne et l'acte de vente devra être signé au plus tard 30 jours après la promulgation de cette loi par le lieutenant-gouverneur.

Pour garantir ma bonne foi j'ai déposé entre les mains de dame Claire Yale une somme de cinq mille dollars (\$5,000.00) qui servira d'acompte sur le prix de vente sus-mentionné et qui devra m'être remis si la Législature n'autorise pas cette vente.

## SCHEDULE "A"

Montreal, 26th July 1951

Estate Arthur Yale.  
c/o J. M. Vermette, notary.  
Montreal.

I hereby offer to buy the property that the estate owns at the corner of Appleton Avenue and Cote des Neiges Road with all the buildings thereon erected without exception nor reserve, for the price of forty-seven thousand dollars (\$47,000.00) which I will pay in cash on the signing of the deed of sale.

This sale shall be subject to the following conditions:

The adjustments of every kind shall be made as of the signing of the deed of sale.

The property shall be clear from any debt and hypothec and the taxes paid to date.

This sale shall be authorized by the Legislature of Quebec, at its next session, which will open this autumn and the deed of sale shall be signed not later than 30 days after the promulgation of such act by the Lieutenant-Governor.

In order to guarantee my good faith I have deposited in the hands of Dame Claire Yale a sum of five thousand dollars (\$5,000.00) to apply on account of the price of sale above mentioned and to be returned to me if the Legislature does not authorize this sale.

La présente offre devra être acceptée  
d'ici le premier septembre prochain 1951  
sous les conditions ci-dessus.

This offer must be accepted by the  
first of September next 1951 on the  
above conditions.

Et j'ai signé les présentes.

And I have signed these presents.

RENÉ LAFLEUR

RENÉ LAFLEUR